

TRIBUNE DE CAUX

Paraît tous les 15 jours

Rédaction, Administration : 1824 Caux

Tél. (021) 61 42 41. Chèques postaux 10-25 366

Fr. 0.60

13 septembre 1968

3^e année N° 18



Délégation du Haut-Adige : MM. Karl Mitterdorfer, député, Silvius Magnago, président du gouvernement provincial, et Armando Bertorelle, vice-président du Conseil régional.

M. Jack Carroll, président des dockers de Bristol, et M. Gérard Le Goff, électricien au port de Nantes.



Session spéciale à Caux

Avec les

tribus

séparatistes

du Nord-Est

de l'Inde



Le représentant personnel de M. Jean Rey

Plus nous progressons vers la création d'une communauté des nations, plus les problèmes humains deviennent difficiles et plus il nous faut des cœurs et des esprits ouverts les uns envers les autres pour les résoudre. Surmonter ces problèmes au lieu de les éluder est notre tâche aussi bien que la vôtre.

A Bruxelles, nous nous efforçons de construire les nouvelles structures de la société de l'avenir. A Caux, on prépare les hommes pour cet avenir. L'un et l'autre sont nécessaires.

Helmut von Verschuer
directeur à la Commission des
Communautés européennes

Est-ce notre affaire, Mesdames?

La cuisine à l'université

Licenciée en sciences économiques, expert en nutrition, auteur de livres sérieux en la matière... et pourtant si nous la jugions selon ces titres-là, nous nous mettrions le doigt dans l'œil. Non, elle n'est pas une personne qui en impose par son savoir, auprès de qui l'on se sentirait facilement intimidée. En effet son intérêt pour ces questions n'est pas resté au stade livresque. Ses vrais livres aujourd'hui, ce sont les hommes, les femmes, les enfants du monde qui ont faim.

Mise en présence un jour, lors d'un voyage en Afrique orientale, des souffrances d'enfants sous-alimentés, elle a accepté de se sentir concernée : ils ont pris pour toujours en elle la place des enfants qu'elle n'avait pas. C'était il y a dix ans, à une époque où l'on ne parlait pas tellement encore du rôle de l'Europe envers les pays en voie de développement, où la faim des autres n'était pas un sujet à la mode pour gens bien pensants. Elle ne s'arrêta pas à ce que d'autres devraient faire, et chercha ce qu'elle pouvait entreprendre.

Les Chinois le disent, pour nourrir un homme ne lui donnez pas un poisson, apprenez-lui à pêcher. De même c'est aux femmes, aux mères qu'elle pensa, à celles qui peuvent nourrir à leur tour les autres. On comprend pourquoi quand on sait qu'il y a des régions où trente pour cent des enfants présentent quelques semaines seulement après leur sevrage des symptômes de maladies comme le kwashiorkor, devenu tragiquement célèbre ces derniers mois par les ravages qu'il fait au Biafra. Bien sûr la situation est différente lorsque la guerre fait rage, mais dans les autres cas c'est aux mères de rétablir l'équilibre de régime, et de remédier à la carence de protéines pendant qu'il en est encore temps.

D'une part elle compléta ses connaissances sur le sujet pour les mettre au service de cette lutte contre la faim et la maladie. En même temps elle voyait bien que parmi ses

compatriotes les connaissances ménagères et diététiques avaient beau monter en flèche, les divorces faisaient de même... Il ne s'agissait donc pas de fournir juste gîte et pitance à chacun. Elle voulait amener les femmes à trouver dans leurs tâches journalières un tel sens des valeurs qu'elles fassent de leurs enfants des adultes qui comprennent et aiment la responsabilité.

Tout cela tournait donc dans sa tête, mais elle était toujours à quelques milliers de kilomètres de ces femmes et de ces enfants. Et puis il se passa ce qui est plus courant qu'on ne croirait. Un peu comme s'il existait un superordinateur avec vue globale à la fois des besoins du monde et de nos disponibilités intérieures : deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'elle fut faite d'enseigner à Nairobi, dans une faculté de l'Université d'Afrique orientale.

Une fois sur place, elle essaya de gagner les autorités — britanniques encore à cette époque — à son idée. Mais quand elle exposait son plan pour atteindre l'élite des femmes, pour faire reconnaître à la question de nourriture l'importance qu'elle doit avoir, elle se faisait rire au nez tout bonnement : « La cuisine à l'université ? Jamais de la vie ! »

Il n'est pas facile de savoir quelle tête faire lorsqu'on se heurte à l'opposition. Mais lorsqu'on est par-dessus le marché la seule femme dans un corps professoral de cinquante hommes, cela dépasse presque les limites de l'endurance ! Eh bien ! respect à elle qui, sans cesser de viser son but, a su se donner elle-même avec suffisamment de grâce et de désintéressement pour ne créer ni clans ni divisions. La preuve en est que, quand elle eut gain de cause au bout de plusieurs années, elle ne se retrouva pas dans la situation solitaire de « celle qui avait eu raison et triomphe enfin. »

Au contraire, elle eut alors l'appui sincère de ses collègues. Professeurs de biologie, de

sociologie, d'architecture même, l'aidèrent à élaborer le programme d'une licence en sciences domestiques. Le secret de son entente fructueuse avec ces messieurs ? Question à laquelle elle répond avec beaucoup de simplicité : « Je n'ai pas essayé de faire de la compétition avec eux, ni de leur faire de l'impression ou de prouver mon égalité, mais je suis restée fidèle à moi-même et à l'appel que je sentais en moi. »

Certes au cours de ces années, la tentation d'esquiver une bataille difficile, d'accepter une charge sans histoires, agrémentée d'un salaire rondet, ne lui fut pas épargnée. « Quand c'était trop dur, dit-elle, je puisais du courage en revenant à l'engagement que j'avais pris devant Dieu. Je me remettais à l'écoute chaque matin et je continuais. »

Cela fait trois ans maintenant que des jeunes filles sont formées par ce nouveau département de l'université. Si elles y apprennent à mijoter de bons petits plats, elles apprennent aussi à faire pousser les aliments, à nourrir les bébés, à fabriquer des meubles, à dépenser leur argent (!) et même à vivre tout court. Certaines des diplômées enseignent à leur tour aujourd'hui, d'autres parcourent les villages comme conseillères ou participent au programme de développement dans les ministères et les administrations. Toutes sont actives dans la vie du pays bien au-delà des questions de nutrition. On les voit par exemple intervenir avec efficacité pour l'orientation des programmes nationaux de radio et télévision. En somme, en apprenant à accomplir jusqu'au bout avec compétence leur tâche de femmes, de fermières, de mères de famille, elles ont commencé à remplir naturellement ce rôle auprès de leur communauté, petite ou grande.

Ministères de l'agriculture, de la santé, de l'économie sont maintenant dans le coup. Le Congrès mondial de sciences économiques tenu à Bristol cet été en a parlé comme d'une réalisation pilote. Tant mieux, et l'on se réjouit du progrès que cela apporte déjà à des milliers de familles. Mais en parlant avec elle on a l'impression que l'élément réussite ne pèse guère ici. Dans l'optique du progrès de la famille humaine, ce qui s'est passé pendant les années de tunnel compte peut-être plus — années où elle avait l'impression de faire indéfiniment du surplace mais a continué à regarder haut et loin. Oui, à cause d'elle, d'autres ont appris à voler.

Jacqueline.



*Le spécialiste
du vêtement féminin*

la maison du tricot sa

lausanne

genève

neuchâtel

fribourg

chaux-de-fonds

bâle

Que penser des « sphères d'influence? »

PRISE de conscience de l'Europe face aux besoins matériels et spirituels du reste du monde, tel était l'un des points à l'ordre du jour de la session spéciale qui réunissait à Caux, du 3 au 8 septembre, des personnalités responsables de l'industrie européenne et des représentants d'autres continents.

M. Rajmohan Gandhi a, de son côté, fait appel à une collaboration accrue entre l'Europe et l'Asie.

Dans un éditorial de l'hebdomadaire indien *Himmat* qui paraît cette semaine, Gandhi exprime la crainte que l'Asie, et en particulier l'Inde, soit laissée pour compte dans le partage du monde en « sphères d'influence » par les grandes puissances. Après les concessions que se sont faites mutuellement les Russes et les Américains, la Chine qui progresse dans le domaine nucléaire malgré ses difficultés intérieures, sera bientôt en mesure d'exiger elle aussi de pouvoir faire la loi dans une partie du monde.

Qu'advierait-il si la Chine réservait à l'Inde le traitement que l'Union soviétique a appliqué à la Tchécoslovaquie? Après son expérience au Vietnam, il est peu probable que l'Amérique interviendrait. L'Union soviétique, à laquelle l'Inde a de plus en plus lié sa destinée ces dernières années, pourrait bien abandonner sa protégée en échange de certaines concessions de la part de la Chine.

Quelle doit être la politique de l'Inde face à cette réalité? Pour Gandhi, le cours le plus sage consiste à renforcer ses liens avec l'Europe qui partage avec elle un certain attachement à la démocratie et aux valeurs spirituelles.

Avec l'aide de l'Europe, l'Inde pourrait en effet montrer à la Chine des méthodes et des objectifs meilleurs que ceux auxquels elle se consacre.

A ce propos, Gandhi a rendu hommage aux Européens qui se sont déjà rendus dans son pays. Des syndicalistes formés par le Réarmement moral y ont obtenu des résultats concrets: ils ont contribué à éviter un boycott des bateaux anglais par les dockers de Bombay, ils ont encouragé une firme de Calcutta à mettre fin à un lock-out qui empêchait neuf mille ouvriers de travailler, ils ont exercé une influence bénéfique sur des dirigeants des Etats du Nord-Est.

Les mesures prises par les transformateurs du jute en vue de stabiliser les prix de cette matière première au bénéfice des producteurs indiens et pakistanais ont aussi été évoquées à Caux comme un exemple de ce que l'industrie européenne peut accomplir.

Le député Mitterdorfer, représentant du Tyrol du Sud au parlement de Rome, et les autres délégués du Haut-Adige à Caux ont pour leur part fait écho à l'appel qu'avait lancé Gandhi il y a quelques mois que l'Europe surmonte ses divisions intestines comme celles du Haut-Adige, du Jura et de la Belgique, afin qu'elle puisse ensuite venir en aide à ceux qui, en Asie et ailleurs, se débattent dans des problèmes de même nature, mais infiniment plus complexes.

Le représentant du Département politique fédéral, M. Jürg Iselin, chef du Bureau de l'intégration (à droite) a apporté aux participants le salut du conseiller fédéral Spühler, président de la Confédération. A gauche, M. Frédéric Philips, président de la grande firme hollandaise.



Entendu à Caux...

Les protestations des ouvriers et des étudiants ont leurs sources dans l'égoïsme et les injustices qui existent de l'autre côté de la barrière. Nous, patrons, devons aussi nous pénétrer d'un sens de révolution.

LORENZO VALLARINO GANCIA,
PRÉSIDENT DES JEUNES PATRONS
DE LA CONFINDUSTRIA

Dans les quatre ou cinq dernières années, j'ai conduit ma vie professionnelle avec comme souci premier, à l'image de beaucoup de patrons français, la vie et la guerre économique, la compétition. J'y ai donné toutes mes pensées, toute mon énergie. C'était une question de vie ou de mort pour mon entreprise, comme pour la plupart des patrons français, qui devaient faire face aux changements nécessités par l'ouverture du Marché commun en juillet dernier.

... Nous avons donc partiellement failli à notre devoir, parce que nous avons donné la considération première aux questions économiques, sans apporter un souci suffisant aux questions humaines et sociales. Nous avons à réparer ceci maintenant dans les conditions les plus rapides possibles. C'est mon devoir personnel et aussi celui de tous mes collègues français.

... Ce que j'ai appris ici est d'une utilité suprême pour changer ce qui doit être changé d'un côté comme de l'autre en Europe, à l'Est comme à l'Ouest.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR-GENERAL
D'UNE GRANDE AFFAIRE FRANÇAISE

Une telle collaboration entre continents serait la plus sûre défense contre ceux qui fourbissent leurs missiles pour s'assurer des sphères d'influence qu'ils se concèdent réciproquement.

Ch. P.

Caux peut devenir un centre de formation pour les syndicalistes et les industriels, qui réponde aux inquiétudes de l'Est et de l'Ouest. Il peut faire naître l'esprit nouveau capable de satisfaire tous les inquiets — et ils sont nombreux. Cet esprit conduira à la création d'un nouveau type d'homme, celui qui fait défaut et qui permettra de dépasser et de combler le vide creusé par les événements de juin. Le combat mené à Caux concerne tous les aspects de la lutte de l'homme d'aujourd'hui.

LE SECRETAIRE GENERAL
D'UNE FEDERATION OUVRIERE FRANÇAISE

C'est ma prière que ceux qui sont élus aux postes de responsabilité aux Etats-Unis soient des hommes intègres et sages. Ce qu'il nous faut ce sont des hommes qui, au lieu de rechercher le pouvoir et d'être manœuvrés par les intérêts financiers, se préoccupent de chacun, de ceux qui les élisent et de tous les autres.

La force de caractère de l'Amérique me préoccupe beaucoup plus que la question raciale. En ce qui me concerne, j'essaie chaque jour de remédier aux divisions qui existent dans mon école et dans notre pays.

MME HENRINE WARD BANKS
DIRECTRICE DE LA DIVISION DES
ETUDIANTES AU COLLEGE
BETHUNE-COOKMAN, EN FLORIDE.

garage de bergère



vevey

Téléphone 51 02 55

Une importante confrontation sur le Haut-Adige

Pour la troisième fois cette année, une délégation représentant les deux communautés du Haut-Adige est venue à Caux. Elle comprenait cette fois-ci M. Silvius Magnago, président du gouvernement de la province de Bolzano.

M. Karl Mitterdorfer, député du *Süd Tyrolische Volkspartei*, le seul parti de langue allemande, à la Chambre italienne, a affirmé qu'il repartait avec la ferme conviction de résoudre le problème du Haut-Adige « afin de pouvoir aider à résoudre d'autres problèmes semblables dans le monde. » « Nous sommes venus parce que nous avons besoin d'aide, poursuivit-il, et nous avons reçu de l'aide. Maintenant nous devons penser à aider d'autres. »

Quant à M. Magnago, il a exprimé son espoir de voir s'établir un règlement durable de la question. « Il s'agit, dit-il, d'assurer aux 250 000 ressortissants de langue allemande une existence libérée de la crainte, permettant à leur culture de se développer librement, tout en garantissant à la communauté italienne une vie paisible. »

« Après avoir vécu ensemble l'expérience de Caux, ajouta-t-il, je suis persuadé que quand nous nous retrouverons en négociations, l'amitié aura fait disparaître les paroles acerbes d'autrefois. »

Un représentant de la minorité italienne, M. Armando Bertorelle, vice-président du Conseil régional du Trentin-Haut-Adige, commença son discours en allemand pour répondre à l'intervention du président de la Région et rendre hommage à l'esprit dans lequel il avait parlé. « Il y a vingt ans que nous cherchons la solution du problème, dit-il. Mais nous avons chacun défendu nos propres intérêts et ceux de notre groupe, sans essayer de comprendre les sentiments des autres et sans assez nous préoccuper des intérêts de l'ensemble. Il y a eu de la bonne volonté, mais il faut plus que cela. Ici à Caux, la bonne volonté est devenue pratique. »

M. Guido Bernardi, député italien de Rome, ainsi que les membres de la délégation de la Confédération italienne de l'industrie, ont étudié avec les représentants du Haut-Adige comment établir cet état d'esprit au niveau gouvernemental.

Impressions d'un diplomate en poste en Europe orientale

J'ai assisté récemment en Yougoslavie à une conférence qui réunissait des philosophes marxistes du monde entier. Le thème de leurs travaux était « Marx et la révolution ».

Leur conclusion peut être résumée dans l'intervention d'un professeur à l'Université de Belgrade qui déclara que seule une force morale serait à même de remédier aux maux de la bureaucratie, ce péril qui menace toutes les révolutions, y compris la révolution communiste.

Herbert Marcuse, le penseur révolutionnaire, était également présent. Quelqu'un lui demanda ce qu'il pensait du système d'autogestion des entreprises qui, dans l'esprit des Yougoslaves, est leur meilleure contribution à la pensée marxiste. Votre système sera révolutionnaire, répondit Marcuse en substance, dans la mesure où vous réussirez à susciter dans le peuple une nouvelle manière de vivre et de penser, et à orienter la conscience des gens vers la poursuite d'objectifs élevés et d'avant-garde. Si vous y parvenez, vous aurez joué un rôle historique. Si vous échouez, le système d'autogestion ne sera qu'une forme de gestion de plus, ni meilleure ni vraiment différente des autres.

On peut ne pas être d'accord avec tout ce que Marcuse a écrit, mais sa déclaration m'a vivement intéressé. Je voudrais voir, à l'Ouest, les représentants de l'industrie et des gouvernements faire preuve d'un réalisme égal, indispensable pour résoudre les problèmes du monde. Trop souvent, on rencontre des gens naïfs qui pensent qu'en élevant le niveau de vie des peuples, on résout tous leurs problèmes.

Les gens avec lesquels je me suis entretenu en Europe de l'Est ne pensent pas de cette façon. Ils savent qu'il faut compter avec la nature humaine. Ils savent aussi que plus un homme reçoit, plus il réclame; il faut l'intervention d'une force extérieure pour le guérir de son égoïsme. A moins que l'homme ne change, me disaient récemment des Yougoslaves rencontrés à Caux, le progrès devient impossible.

Ce qui m'intéresse à Caux, en tant que diplomate, c'est d'y constater que cette force existe et qu'elle suscite ce nouveau type d'homme dans le monde entier. Le Réarmement moral provoque une révolution du caractère. C'est pourquoi il est pour moi la source d'un grand espoir, pour l'Est et pour l'Ouest.

Aux prises avec le problème racial en Grande-Bretagne

Poursuivant la bataille qu'il a menée l'hiver dernier pour créer une communauté multiraciale en Angleterre, M. Conrad Hunte est arrivé à Caux avec quinze représentants des immigrants antillais, pakistanais et africains qui vivent maintenant en Grande-Bretagne. Dans trente agglomérations, M. Hunte et ses camarades ont pris contact avec les autorités locales, les responsables de la police, des écoles, de la construction de logements. Aucun trouble sérieux n'a éclaté au cours des derniers mois.

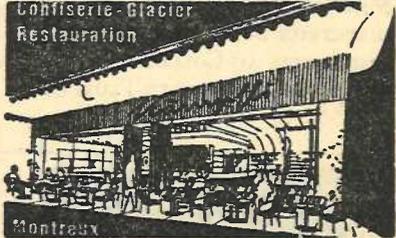
Le directeur d'une chaîne de grands magasins de Sheffield, M. Ralph Priestley, a parlé à Caux des répercussions de cette action dans sa ville :

« Sheffield compte 12 000 immigrants. Comme beaucoup d'autres commerçants, je ne m'étais jamais soucié d'offrir un emploi à aucun d'entre eux. Un soir, je me suis rendu à une réunion organisée par des Antillais. J'entendis un jeune homme se plaindre amèrement qu'aucun de ses compatriotes ne pouvait trouver de travail dans le commerce. Je me suis senti visé ! »

Depuis lors, M. Priestley a non seulement engagé des Antillais qui satisfaisaient aux exigences professionnelles, mais il a été l'un des instigateurs de rencontres entre l'association des commerçants de la ville et les représentants des immigrants. Ceci a beaucoup contribué à abattre les murs de méfiance. « En effet, affirme M. Priestley, même s'il n'y avait pas de discrimination raciale effective, les immigrants avaient peur de nous et n'osaient pas se présenter pour demander un emploi. »

Quant à M. Martin Murray qui est l'un des responsables d'une association nationale d'Antillais en Grande-Bretagne, il a affirmé qu'il avait appris récemment à juger les hommes selon leur intégrité et non plus d'après la couleur de leur peau. « J'ai décidé de ne plus défendre mes compatriotes lorsqu'ils sont dans leur tort, affirma-t-il. Autrefois je les défendais qu'ils aient tort ou raison. J'ai donc abandonné la démagogie et j'essaie d'encourager les meilleurs côtés de chaque homme, quelle que soit sa race. »

Confiserie-Glacier
Restauration



Montroux

HOTEL

Confiserie Stämpfli - Montroux

Les fruits de qualité
Les légumes toujours frais
s'achètent chez

**PITTELOUP
CLARENS**

Tél. 61 41 41 / 42 / 43

Pneus de toutes marques

TEL.
(021) 51 96 96



REGOMMAGE

Succès de la vente et fête internationale à Caux

Vive animation les 7 et 8 septembre dans les salons du Grand Hôtel à Caux. Si dehors le parc à voitures grandit démesurément, la faveur va pourtant au brave petit cheval qui transporte les acheteurs fatigués dans le pur style western. Au-dedans une imagination débordante a transformé ces lieux solennels et vous permet de voyager dans le temps et dans l'espace.

Des mentions spéciales au comptoir indien avec ses trésors inépuisables, au comptoir cypriote doté de dentelles et frivolités con-

fectionnées pour l'occasion par des femmes de là-bas, et à celui qu'avaient achalandé des enfants de tous pays.

Productions gaies et variées se succèdent, parmi lesquelles on applaudit beaucoup l'orchestre folklorique turc venu des universités de Lausanne et de Fribourg.

Les premiers totaux se montent à 47 000 francs — qui iront par moitié aux centres du Réarmement moral à Panchgani, en Inde, et à Caux.

En bref

● M. Jean Rey était attendu à Caux pour la session du 3 au 8 septembre. Retenu au dernier moment par la maladie, il se fit représenter par M. Helmut von Verschuer, l'un des artisans de l'« Europe verte », dont on a pu lire par ailleurs une déclaration.

● Les portes de Caux seront ouvertes jusqu'à la fin du mois de septembre. Le téléphone (021) 61 42 41 renseigne volontiers sur les programmes des représentations théâtrales ou cinématographiques.

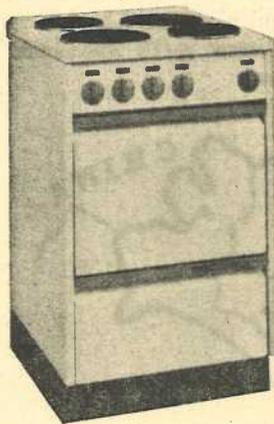
● Après « Annie », qui tint l'affiche pendant

plus d'une année, le rideau du Théâtre Westminster à Londres s'ouvrira le 12 sur une nouvelle pièce d'Alan Thornhill : « Bishop's move ».

● La prochaine conférence de Caux s'ouvrira le 20 décembre pour se poursuivre jusqu'au 6 janvier. Des étudiants de plusieurs universités européennes ont demandé à pouvoir s'y rencontrer.

● M. Rajmohan Gandhi a fait état de l'invitation que lui ont adressée les présidents du Sénat, de la Chambre et de la Cour suprême de Ceylan d'amener un groupe international du Réarmement moral dans leur pays.

elcalor



elcalor favorite

la cuisinière électrique
répondant aux plus
hautes exigences

Prix dès Fr. 436.—

- plaque ultrarapide **regla**, unique en son genre
- plaque automatique **reglomatic**
- porte du four démontable
- grand four avec gril **infrarouge**

Ce ne sont que quelques-uns des nombreux avantages offerts par la nouvelle cuisinière **elcalor favorite**

Demandez notre documentation complète

Elcalor S. A.

5001 Aarau

Entretien avec M. Wolrige-Gordon député à la Chambre des Communes

Parmi les 140 personnes venues d'Angleterre à Caux par avion spécial se trouvait un député conservateur qui a frappé ses auditeurs par son esprit révolutionnaire. N'a-t-on pas vu M. Patrick Wolrige Gordon, député d'East-Aberdeenshire (Ecosse), se faire féliciter, à la fin de l'un de ses discours, par des dirigeants des dockers qui, certes, n'ont pas l'habitude de voter « tory » !

Quand M. Wolrige Gordon s'est lancé dans la carrière politique, il était le plus jeune député de la Chambre des communes. « C'était, bien sûr, par ambition personnelle, nous confie-t-il, mais aussi pour satisfaire un profond désir de faire quelque chose de valable et de durable pour mon pays. »

Venu à Caux pour la première fois il y a une dizaine d'années, son but s'est élargi aux dimensions du monde. « J'ai appris alors à me regarder en face, moi et mon pays, découvrant une foi réelle et durable. C'est la source de toute sagesse politique. »

En entendant M. Wolrige Gordon s'exprimer avec passion sur la nécessité de donner des mobiles d'action nouveaux aux hommes de toutes les classes et de toutes les races, on ne s'étonne pas qu'il gagne davantage de voix à chaque élection.

On a fait pression sur lui pour qu'il renonce à ses convictions ou qu'il abandonne la politique. « Je n'ai cédé sur aucun point », affirme-t-il, et on le croit aisément

Nous lui avons demandé comment il faisait pour résister aux pressions des « lobbies » qui sont toujours actives dans les couloirs des parlements. « Ma force, dit-il, est dans les électeurs. Si ceux-ci sont alertés, intéressés par l'enjeu des problèmes et des solutions, la puissance des « lobbies » s'amoindrit considérablement. Les électeurs bougent toujours si on leur présente un but assez grand et des horizons assez vastes. J'ai dû résister à toutes sortes de pressions qu'on peut résumer ainsi : pression de s'aligner, de faire des compromis ou encore de cacher la vérité. Je crois que nous devons exercer des pressions vers des buts diamétralement opposés, c'est-à-dire de rechercher constamment ce qui est juste pour tous et ensuite de trouver les moyens de l'appliquer. »

Sombres perspectives pour le Nord-Est de l'Inde

NAGALAND ? pour la plupart des Européens, cela ne signifie pas grand-chose.

Et pour cause. Ce coin perdu du monde, aux confins de l'Inde, de la Birmanie et du Tibet, peuplé de montagnards vaguement apparentés à ceux des hauts plateaux du Vietnam, est resté jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ignoré de la puissance occupante, les vice-rois britanniques des Indes. Aucune route ne fut construite pour pénétrer la jungle épaisse où végétaient des tribus abandonnées à leur sort ; aucune école, aucun hôpital ne furent installés par le gouvernement. Seuls quelques missionnaires s'aventurèrent dans ces régions. Il y eut bien une délégation des tribus Naga envoyée à Delhi en 1929 quand le bruit se répandit dans les montagnes et les vallées que les Britanniques pensaient, un jour, accorder à l'Inde son indépendance. Pourquoi pas à nous aussi ? dirent les délégués des montagnards. Mais leur requête fut classée au fond d'un tiroir par une commission royale. On ne parla plus du Nagaland jusqu'à l'invasion japonaise.

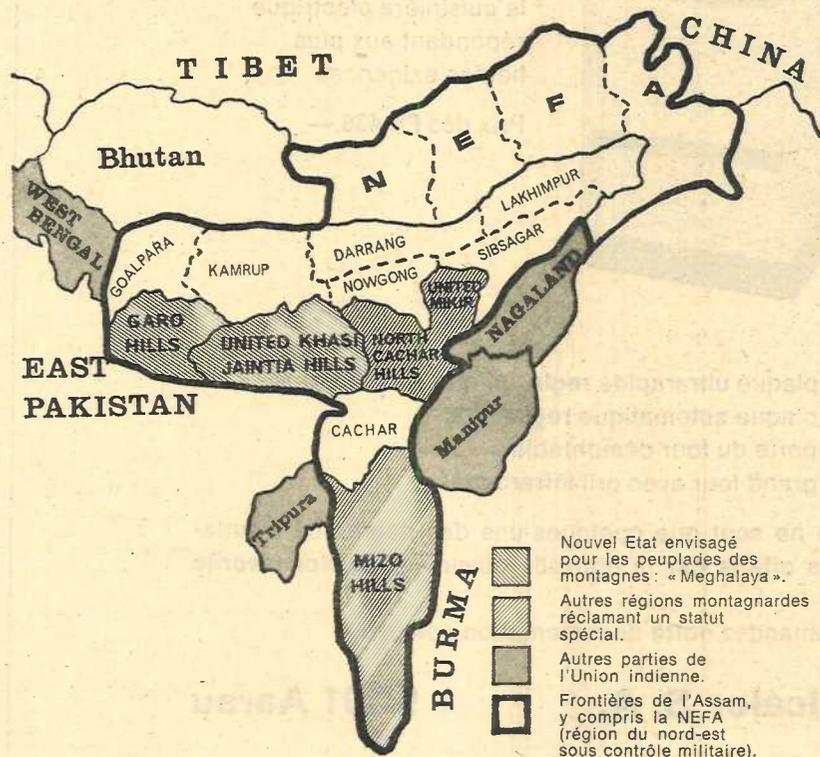
Plusieurs grandes batailles furent livrées par l'armée Wawell contre les assaillants japonais autour de Kohima, aujourd'hui capitale du Nagaland. Il fallut bien tracer des routes, défricher pour construire des aérodromes. Brusquement les Nagas passèrent du XVII^e au XX^e siècle, se frottant les yeux sur ce monde étrange et terrible qui venait à eux.

Leur chef, M. Phizo, avait épousé la cause japonaise, dans l'espoir que son peuple serait « libéré ». Mais les Nagas, eux, avaient pris fait et cause pour les Alliés. En 1946, Phizo revint, haranguant les foules, éveillant leur sens politique. Aussi, quand sonna l'heure de

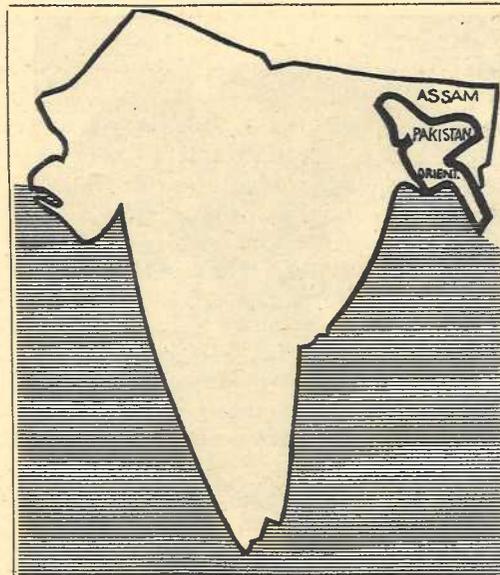
l'indépendance indienne, en 1947, le Conseil national du Naga souhaita que son peuple puisse vivre dix ans dans l'Union indienne avant de décider par voie de plébiscite quel devait être son avenir. Espérant étouffer l'agitation qui commençait à secouer ses populations, le Conseil du Naga avança la date du plébiscite, qui eut lieu en 1951. A cent pour cent les Nagas votèrent en faveur de leur indépendance. Mais le gouvernement central de l'Inde fit la sourde oreille et continua d'agir comme si cette consultation populaire n'avait jamais eu lieu. Aussi n'est-il pas surprenant que l'agitation continuât.

Le Nagaland veut sa pleine autonomie

En 1956, le secrétaire général du Congrès des Nagas, M. Sakhrie, prépara un mémorandum qui devait être présenté au président du parti du Congrès de l'Inde. Une semaine plus tard, M. Sakhrie était kidnappé et assassiné. Depuis cette époque la violence s'est installée au pays des montagnes : guérilla, cases brûlées, des innocents qui souffrent, des camps, des jeunes qui prennent non pas le maquis mais la jungle. Il y eut dès lors deux puissances, sinon trois, qui recherchèrent la solution du problème qui concerne l'avenir des 350 000 habitants du Naga : le gouvernement indien qui fit avancer ses brigades de montagne pour prévenir les troubles ; les chefs « modérés » qui voulaient un statut d'autonomie, voire d'Etat au sein de l'Union indienne, et, enfin, les guérilleros de la jungle qui n'ont pas hésité à éliminer physiquement ceux qu'ils appellent les « collaborateurs ».



L'Etat de l'Assam, et ses multiples composants. Seul un étroit couloir de 50 kilomètres le relie à l'Inde. En cas d'attaque venant du Nord, ce couloir est indéfendable.



Après avoir dit *non* pendant longtemps, Nehru concéda la constitution d'un Etat séparé des Nagas. Cet Etat existe maintenant, bénéficiant d'un statut spécial qui le fait dépendre directement du gouvernement central de Delhi. Quelles en furent les conséquences pour l'Etat voisin de l'Assam ? « Cela n'a fait que stimuler l'esprit de sécession des nombreuses tribus qui peuplent notre Etat et qui se mettent, à leur tour, à réclamer leur indépendance, affirme le premier ministre de l'Assam. Si nous n'y prenons pas garde, l'Assam se désintégrera rapidement et sera perdu pour l'Inde, au seul profit des Chinois », affirme-t-il.

L'agitation a gagné l'Assam

Un des plus grands fleuves du monde, le Brahmapoutre, coule en Assam, après avoir pris sa source quelque part au Tibet. Sur ses rives, éloignées parfois de 12 kilomètres, un peuple de race dravidiennne, à la peau brune, vit nonchalamment de la pêche et des cultures. Ils sont douze millions à vivre ainsi. Le reste, soit deux millions, vit éparpillé dans les collines, dans les montagnes, voisinant avec les Nagas. Ils ont les yeux bridés et la peau jaune, habitués à la lutte constante que leur impose le climat. On pourrait les prendre pour des Thaïs. Les plus militants d'entre eux ont pris le maquis. On estime leur nombre à 5000. Ils sont cachés dans les forêts et sont équipés d'armes chinoises. Pour l'instant, ils se contentent d'exister, de s'entraîner et de faire sentir leur présence, acceptant la trêve bien précaire qui prévaut tant que durent les négociations pour le statut des différentes tribus. Comme elle l'a fait ailleurs, au Congo notamment, la Chine n'a pas besoin de dépêcher des « experts » ou des « conseillers militaires » pour intervenir sur le terrain. Il lui suffit d'envoyer quelques hommes formés à l'agitation révolutionnaire dans les écoles spécialisées de Pékin pour imposer ses idées. Le pire se produira certainement si, à ce climat d'agitation, le gouvernement indien répondait par la force. Ce serait, à coup sûr, un nouveau Viet-nam.

Quinze jours avec les maquisards

Nous avons interrogé le rédacteur de l'hebdomadaire indien *Himmat*, M. Russi Lala, sur les chances de parvenir à la paix dans cette

région. M. Lala a vécu quinze jours avec les chefs des guérilleros, et s'est entretenu avec les principaux leaders des fractions politiques de l'Assam. « Je mets mon espoir, nous dit-il, dans les quelques hommes qui négocient en ce moment avec le gouvernement central et dont le chef est venu au centre du Réarmement moral de Panchgani. Je le place aussi dans la sagesse du premier ministre de l'Assam, M. Chaliha, qui est un homme d'expérience et d'autorité. Pour lui, la solution consiste à garder une administration intégrée pour l'ensemble de l'Assam, mais d'accorder aux différentes tribus une certaine autonomie régionale. Le maintien de l'ordre, la prévention des inondations, l'instruction supérieure, la lutte contre l'érosion, tout cela doit être coordonné à partir d'une seule capitale. Mais le reste peut très bien être décentralisé. *Ce qu'il nous faut avant tout*, me disait le premier ministre d'Assam, *c'est un esprit de tolérance et de respect les uns envers les autres. L'intégration ne veut pas dire de mettre chacun dans un même moule. Le Réarmement moral, pour moi, c'est un rayon de lumière sur un sombre horizon.* »

La politique est plus que l'art du possible

L'horizon, en effet, est sombre. M. Chaliha avait été chargé d'une « mission de pacification » dans la question des Nagas qui réclament leur pleine indépendance. Cette mission était sur le point de réussir, satisfaisant les aspirations politiques des Nagas aussi bien que les impératifs du gouvernement de Delhi quand les éléments prochinois du maquis firent dérailler trois trains à la frontière de l'Assam et du Nagaland. Cent personnes y perdirent la vie. Avec cette tragédie, la mission de M. Chaliha se termina brusquement, sur les meilleures propositions jamais formulées pour le bien commun des parties en cause.

« La politique ne doit pas être seulement l'art du possible, affirme M. Lala ; elle doit être aussi l'expression de ce qu'un homme sait être juste. C'est pourquoi, malgré toutes les tensions et les tragédies du moment, je reste persuadé que M. Chaliha aura le courage de suivre le chemin qu'il s'est tracé. »

P.-E. D.

Menace de grève dans la métallurgie anglaise

par notre correspondant à Londres

COMME le savent mieux que quiconque les milieux financiers internationaux, l'économie anglaise est toujours dans une posture des plus délicate.

La dévaluation n'a pas encore pu déployer ses effets positifs. Et voici que pointe à l'horizon la menace d'une grève des ouvriers de la métallurgie qui pourrait immobiliser quatre millions de personnes et paralyser l'effort d'exportation indispensable au redressement de la Grande-Bretagne. Selon certaines estimations, une telle grève pourrait coûter cent millions de livres sterling par semaine, dont vingt-cinq millions en exportations perdues. Ce serait un désastre rappelant la terrible grève des marins qui n'a pas peu contribué à la dévaluation de la livre.

Tant du côté patronal que syndical, c'est l'intransigeance qui domine en ce moment. Certains espèrent que Mme Barbara Castle, ministre de l'Emploi et de la Productivité, viendra au secours des deux parties en présence en leur offrant une solution qui leur permette de sauver la face, sans pour autant compromettre la politique du gouvernement en matière de salaires.

Deux hommes controversés

La grève doit commencer en principe le 23 septembre. Deux hommes sont en ce moment sur la sellette. D'une part le directeur général de la Fédération patronale de la métallurgie, M. Martin Jukes. Dire qu'il a fait preuve de beaucoup d'imagination dans les difficultés actuelles serait difficile ! Il a déclaré récemment : « Nous espérons que la sagesse finira par l'emporter. » Ce qui veut dire en clair : « Nous avons raison. Les autres ont tort. »

On ne voit pas comment cette attitude pourrait aboutir à des résultats positifs.

Du côté ouvrier, l'homme qui suscite les plus vives controverses s'appelle Hugh Scanlon, le président de la puissante Fédération des métallos. Cet ancien communiste a arraché la présidence de son organisation après une élection mémorable. Peu de gens sont à même de dire ce qu'il pense vraiment. C'est un homme exceptionnellement calme, même effacé, mais idéologiquement implacable. Il suscite la loyauté de ses partisans et la haine de ses adversaires.

Il est totalement opposé à la politique du gouvernement en matière de salaires et de revenus. Quand les journalistes lui demandèrent s'il était prêt à aller en prison, au cas où l'action de son syndicat entrerait en conflit avec la législation gouvernementale, il répondit : « Je prendrai toutes mes responsabilités — jusqu'au bout ».

Une seule voix de majorité!

Il faut ajouter que M. Scanlon est un chaud partisan de la démocratie syndicale. S'il était fidèle à ses principes, il devrait, semble-t-il, procéder à un vote de la base avant de s'engager dans une voie si coûteuse pour la Grande-Bretagne. Et cela d'autant plus que la décision d'entrer en grève a été acquise, au comité central, par une seule voix de majorité : 31 contre 30. Il est probable que la majorité des membres rejetterait la solution de la grève.

Quoi qu'il en soit, le moment approche où les deux parties diront : « A vous de jouer, Mme Castle ! »

GORDON WISE



Votre fournisseur
de
fenêtres normalisées

FABRIQUE DE FENÊTRES SA
6110 WOLHUSEN

Tél. (041) 87 12 29

Stocks importants

Vous manque-t-il
un produit **Just** ?
Téléphonez au
dépôt **Just**
Lausanne
021-28 07 69
Livraison rapide
à domicile

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours
Publié par Editions
Théâtre et Films de Caux S.A.
Rédaction, administration, publicité :
1824 Caux
Tél (021) 61 42 41 CCP 10 25366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—
Autres pays Fr. 18.—

France : Fr. 20.— à verser par mandat
de versement international

Prix spécial pour étudiants :

Suisse : Fr. 9.—
France : Fr. 10.—

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu, Paul-Emile Dentan
Imprimerie Corbaz S.A., Montreux



Maillefer

M. Emin Yalman, l'éminent journaliste turc, en conversation avec Mgr Aemilianos Timiades, envoyé à Caux par le Patriarce Athénagoras.



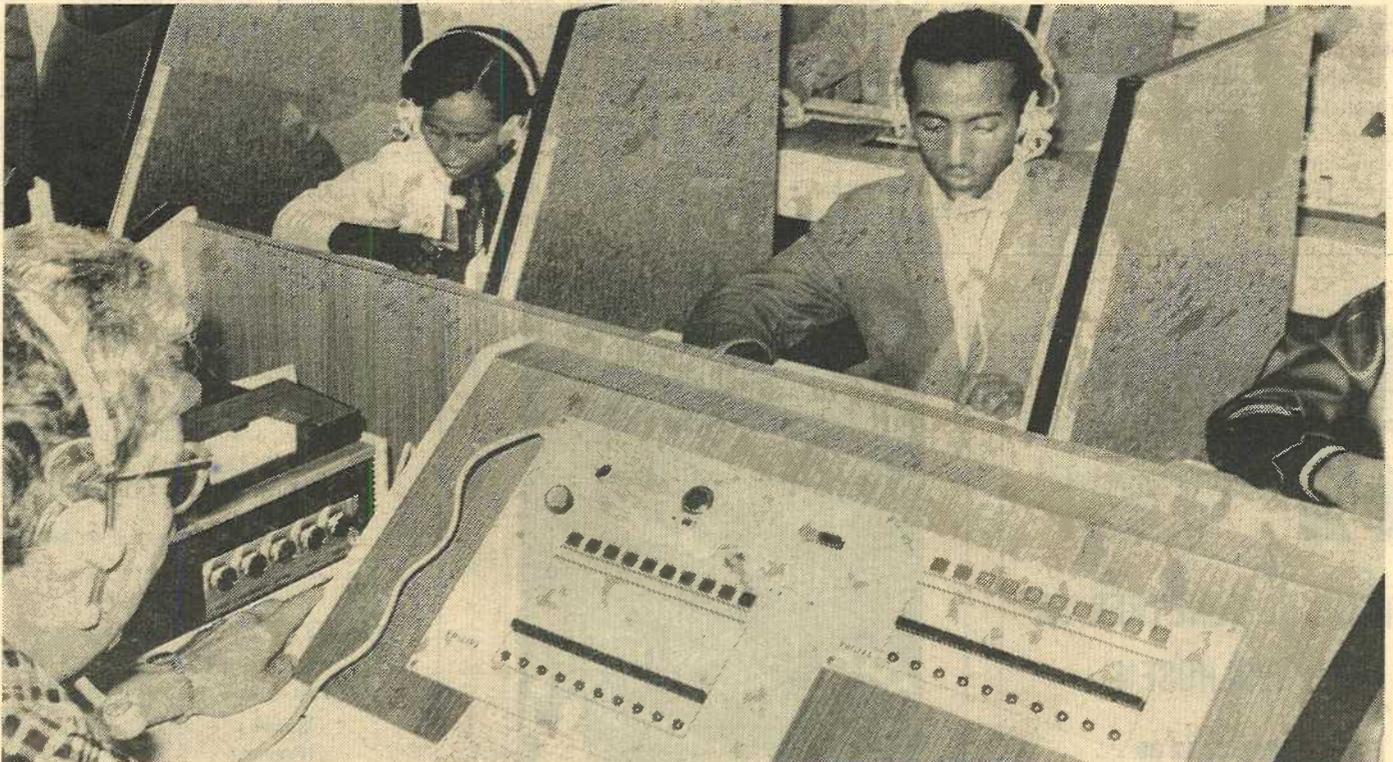
Franzon

Quinze personnes venant de différentes parties du Commonwealth et occupant des positions de responsabilités dans les communautés d'immigrants sont venus rendre compte à Caux de

leur travail dans les villes d'Angleterre pour y créer les bases d'une société multiraciale. Ci-dessus, un Pakistanais, architecte à Birmingham, prend la parole.

Plus de neuf cents personnes venant de 48 pays différents sont venues à Caux du 3 au 8 septembre 1968. Parmi elles, une délégation de six membres de la Confindustria — association patronale de

l'Italie — des représentants des deux communautés linguistiques du Haut-Adige, cent quarante personnes venues de Londres par avion spécial, ainsi que de nombreux militants ouvriers européens.



Maillefer

Un laboratoire de langues, destiné à l'enseignement des langues aux participants des « Cours de formation », a été inauguré dans l'une des maisons de Caux. On voit ici quelques élèves éthiopiens à leur première

leçon de français. Ce laboratoire a été donné par un anonyme à l'occasion du trentième anniversaire du Réarmement moral.